



## **COMPTE-RENDU CONSEIL COMMUNAUTAIRE** **DU MERCREDI 10 JUIN 2015**

### **MEMBRES PRESENTS :**

AGNIN	M. MONTEYREMAR
ANJOU	M. ROZIER
ASSIEU	Mme GRAVIER
AUBERIVES SUR VAREZE	Mme BERNARD
BOUGE CHAMBALUD	Mme FAYOLLE
CHANAS	M. GUERRY, Mme COULAUD
CLONAS SUR VAREZE	M. VIALLATTE
LE PEAGE DE ROUSSILLON	Mme LHERMET, MM SENER (à partir du point 2), GABET
LES ROCHES DE CONDRIEU	Mme DUGUA
ROUSSILLON	M. DURANTON, Mme VINCENT, MM CAYOT, CANARIO, BEDIAT
SABLONS	Mme DI BIN, M. LEMAY
ST ALBAN DU RHONE	M. CHAMBON
ST CLAIR DU RHONE	MM MERLIN, PONCIN
ST MAURICE L'EXIL	M. GENTY, Mme CHARBIN, MM CHARVET, MONDANGE
ST PRIM	M. GERIN
ST ROMAIN DE SURIEU	M. MOUCHIROUD
SALAISE SUR SANNE	Mme GIRAUD, M. PERROTIN
SONNAY	M. LHERMET
VERNIOZ	M. TRAYNARD
VILLE SOUS ANJOU	M. SATRE

**EXCUSES AVEC POUVOIR :** M. GIRARD à M. CHARVET, M. BONNETON à M. VIALLATTE, M. SPITTERS à M. SENER (à partir du point 2), Mme LAMY à Mme LHERMET, M. GABET à M. BEDIAT, Mme LAMBERT à M. DURANTON, Mme KREKDJIAN à Mme VINCENT, Mme GUILLON à M. PONCIN, Mme CHOUCANE à Mme CHARBIN, M. VIAL à Mme GIRAUD, Mme MEDINA à M. PERROTIN.

**EXCUSES :** Mme MASSON, MM SPITTERS (point 1), SENER (point 1).

Monsieur Christian MONTEYREMAR a été élu secrétaire de séance.

Francis Charvet ouvre la séance du conseil communautaire. Aucune observation n'est formulée sur le compte-rendu de la séance du 20 mai dernier. Il aborde ensuite les différents points de l'ordre du jour.

### **1/ Centenaire de la plateforme chimique.**

- Didier Gerin introduit le débat en présentant Joseph Colletta, directeur financier d'Osiris et président de l'association constituée pour le centenaire de la plateforme chimique Les Roches - Roussillon.

Il rappelle l'importance des 2 plateformes dans la vie du territoire, l'intérêt du positionnement de la future unité d'Hexcel qui va créer un lien avec INSPIRA. Les manifestations du centenaire ont pour vocation de s'adresser à l'ensemble des habitants du grand bassin de vie.

- Joseph Colletta, après avoir adressé ses remerciements à l'ensemble des élus locaux, relève que le site des Roches - Roussillon constitue une des plus belles plateformes chimiques européennes avec des acteurs mondiaux de 1<sup>er</sup> rang ; cette plateforme est une des rares à disposer d'un lycée. Il détaille les manifestations programmées du 18 au 20 septembre qui vont s'adresser au monde économique et institutionnel, aux salariés et aux riverains. Cette organisation s'appuie sur un groupe important de partenaires.

- Didier Gerin précise que le partenariat de la CCPR au sein de ces manifestations, qui sera officialisé dans une convention, repose sur 2 axes : prise en charge d'un plan de communication d'un montant de 15 000 €, attribution d'une subvention de 10 000 € à l'association. Les agents du service communication de la CCPR sont impliqués dans l'organisation. Des aides en matériel et logistique sont par ailleurs apportées par plusieurs communes.

- Francis Charvet constate que cette manifestation est particulièrement bien organisée et rappelle le rôle important de la plateforme chimique dans la vie du territoire ; elle a permis l'arrivée d'Hexcel, propose des projets d'envergure (ferme photovoltaïque ...), travaille en étroite collaboration avec INSPIRA.

- Joseph Colletta précise que le showroom de la manifestation se tiendra dans les locaux de l'ancien café-théâtre de la route de Sablons en cours de réaménagement et qui prendra le nom d'espace « Kemio » (signifie chimie en espéranto).

- En réponse à une interrogation de Frédéric Lemay sur le coût du centenaire, Joseph Colletta annonce un montant de l'ordre de 250 000 € (non compris les travaux sur l'espace Kemio) couvert par les participations de l'ensemble des partenaires.

Il relève également la volonté d'individualiser d'une manière parfaite les différents financements ce qui a conduit à la création de cette association. Il note le caractère très spécifique de ces journées qui auront des côtés festif, économique et de mise en avant d'un territoire.

A l'issue de cette présentation, dont le powerpoint est joint au compte-rendu, le conseil communautaire unanime décide d'apporter son soutien au centenaire de la plateforme par l'attribution d'une dotation de 15 000 € au titre du plan de communication, d'une subvention de 10 000 € ainsi que par l'approbation de la convention de partenariat.

### **2/ Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales 2015.**

Robert Duranton introduit le débat en rappelant que la proposition de répartition du FPIC 2015 a fait l'objet d'un travail préparatoire en commission des finances puis en Bureau.

- Serge Rault expose que le FPIC a été mis en place par la loi de finances 2012. Il consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour les reverser à d'autres intercommunalités et communes. Le montant du FPIC, qui s'élevait à 150 M € en 2012, a été porté à 360 M € en 2013, 570 M € en 2014 ; il atteint 780 M € en 2015 et devrait arriver à 1 MM € en 2016.

- Le FPIC repose sur plusieurs principes :

- L'ensemble intercommunal devient la notion de référence : celui-ci se compose de l'EPCI et de ses communes membres.
- La mesure de la richesse se fait à l'échelon intercommunal en additionnant richesse de l'EPCI et de ses communes membres.
- Un nouvel indicateur de ressources a été créé : le potentiel financier agrégé (PFIA). Celui-ci intègre la quasi-totalité des recettes fiscales déterminées en appliquant aux bases locales les taux moyens nationaux d'imposition ainsi que les dotations forfaitaires.

- La répartition du prélèvement entre l'EPCI et les communes se fait en 2 temps : dans un premier temps entre l'EPCI et les communes, dans un second temps entre les communes membres.

La répartition de droit commun entre les communes se fait en fonction des potentiels financiers par habitant et de la population. Des répartitions dérogatoires sont prévues sous certaines conditions.

- Les fiches du FPIC 2015 font ressortir que l'ensemble intercommunal de la communauté de communes du pays roussillonnais fait l'objet d'un prélèvement global de 2 076 199 € et ne peut prétendre à aucun reversement du FPIC. Le prélèvement de 2 076 199 €, selon la procédure de droit commun, est réparti comme suit : 700 497 € pour l'EPCI et 1 375 702 € pour les communes membres.

Agnin :	17 856 €	Roussillon :	197 874 €
Anjou :	16 416 €	Sablons :	47 406 €
Assieu :	22 920 €	St Alban du Rhône :	23 599 €
Auberives sur Varèze :	26 804 €	St Clair du Rhône :	131 881 €
Bougé Chambalud :	25 232 €	St Maurice l'Exil :	223 421 €
Chanas :	59 299 €	St Prim :	23 287 €
La Chapelle de Surieu :	11 846 €	St Romain de Surieu :	5 913 €
Cheyssieu :	18 477 €	Salaise sur Sanne :	249 531 €
Clonas sur Varèze :	30 707 €	Sonnay :	23 591 €
Le Péage de Roussillon :	142 166 €	Vernioz :	20 753 €
Les Roches de Condrieu :	36 260 €	Ville sous Anjou :	20 463 €

- La réglementation prévoit que des modifications peuvent être apportées à la répartition de ces chiffres dans des conditions très précises :

- Une répartition dérogatoire à la majorité des 2/3 de l'organe délibérant de l'EPCI qui permet de modifier les prélèvements entre les communes en fonction de leur population, de l'écart du revenu par habitant des communes par rapport au revenu moyen par habitant des communes de l'EPCI, du potentiel fiscal ou financier ou de critères complémentaires de ressources ou charges choisis par le conseil. Ces modalités ne peuvent toutefois avoir pour effet de majorer de plus de 30 % la contribution d'une commune par rapport à celle calculée selon le droit commun.
- Une autre répartition libre, que ce soit dans le montant du prélèvement de l'EPCI ou de la répartition entre les communes, est possible sous réserve de délibérations concordantes prises avant le 30 juin 2015 de l'organe délibérant de l'EPCI statuant à la majorité des deux tiers et de délibérations de l'ensemble des conseils municipaux des communes membres statuant à la majorité simple. Si une commune vote contre, s'abstient de délibérer ou délibère après le 30 juin, la répartition libre ne pourra pas s'appliquer ; ce sera la répartition de droit commun qui s'appliquera.

- Le Bureau propose au conseil communautaire une répartition dérogatoire libre par laquelle la communauté de communes prend en charge une partie des participations communales, selon un mode de calcul qui se décompose en 4 étapes :

\* 1<sup>ère</sup> étape : détermination de la participation communale par habitant au FPIC 2015 calculée à partir du prélèvement de droit commun (1 375 702 €) et de la population totale INSEE 2015 (52 186 habitants). Cette participation communale s'établit à 26,36 € / habitant.

\* 2<sup>nd</sup>e étape : calcul d'une participation communale théorique de droit commun plafonnée pour chaque commune à 26,36 € / habitant ce qui établit un montant total de 1 154 427 €.

\* 3<sup>ème</sup> étape : calcul du différentiel entre les participations communales déterminées selon les règles de la seconde étape (1 154 427 €) et le montant de la prise en charge par la CCPR des participations communales au FPIC 2014 (834 086 €) ce qui donne un montant de 320 341 €.

\* 4<sup>ème</sup> étape : financement par la CCPR d'un montant correspondant à la somme de la participation communale prise en charge par l'EPCI en 2014 (834 086 €) et de 50 % de la participation supplémentaire de 2015 déterminée selon les modalités de la 3<sup>ème</sup> étape (50 % de 320 341 €) ce qui donne un résultat de 994 256 €.

- La mise en application de cette méthode de calcul donne les résultats suivants pour la prise en charge par la CCPR des participations communales au FPIC 2015 :

<b>Communes</b>	<b>Montant prélevé de droit commun 2015</b>	<b>Montant prélevé répartition dérogatoire libre Financement CCPR</b>	<b>Montant prélevé répartition dérogatoire libre Financement communes</b>
Agnin	17 856 €	15 279 €	2 578 €
Anjou	16 416 €	14 154 €	2 263 €
Assieu	22 920 €	19 682 €	3 239 €
Auberives sur Varèze	26 804 €	23 107 €	3 698 €
Bougé Chambalud	25 232 €	21 459 €	3 774 €
Chanas	59 299 €	50 808 €	8 492 €
La Chapelle de Surieu	11 846 €	10 140 €	1 707 €
Cheyssieu	18 477 €	15 955 €	2 522 €
Clonas sur Varèze	30 707 €	26 429 €	4 278 €
Le Péage de Roussillon	142 166 €	122 825 €	19 341 €
Les Roches de Condrieu	36 260 €	31 312 €	4 948 €
Roussillon	197 874 €	171 138 €	26 737 €
Sablons	47 406 €	40 646 €	6 761 €
St Alban du Rhône	23 599 €	19 662 €	3 937 €
St Clair du Rhône	131 881 €	90 706 €	41 175 €
St Maurice l'Exil	223 421 €	140 607 €	82 814 €
St Prim	23 287 €	19 800 €	3 487 €
St Romain de Surieu	5 913 €	5 084 €	830 €
Salaise sur Sanne	249 531 €	99 608 €	149 923 €
Sonnay	23 591 €	20 420 €	3 172 €
Vernioz	20 753 €	17 800 €	2 954 €
Ville sous Anjou	20 463 €	17 641 €	2 822 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 375 702 €</b>	<b>994 256 €</b>	<b>381 446 €</b>

- La répartition dérogatoire libre du FPIC 2015 s'établirait donc comme suit :

CCPR : 1 694 753 € (700 497 € + 994 256 €)

Agnin : 2 578 €  
 Anjou : 2 263 €  
 Assieu : 3 239 €  
 Auberive sur Varèze : 3 698 €  
 Bougé Chambalud : 3 774 €  
 Chanas : 8 492 €  
 La Chapelle de Surieu : 1 707 €  
 Cheyssieu : 2 522 €  
 Clonas sur Varèze : 4 278 €  
 Le Péage de Roussillon : 19 341 €  
 Les Roches de Condrieu : 4 948 €  
 Roussillon : 26 737 €  
 Sablons : 6 761 €  
 St Alban du Rhône : 3 937 €  
 St Clair du Rhône : 41 175 €  
 St Maurice l'Exil : 82 814 €  
 St Prim : 3 487 €  
 St Romain de Surieu : 830 €  
 Salaise sur Sanne : 149 923 €  
 Sonnay : 3 172 €  
 Vernioz : 2 954 €  
 Ville sous Anjou : 2 822 €

- A l'issue de cette présentation, Francis Charvet relève qu'il est normal que chaque commune soit appelée à régler une partie de la dépense du FPIC réglementairement à sa charge.

La proposition de répartition du FPIC 2015, jointe au compte-rendu, est adoptée à l'unanimité du conseil communautaire moins 1 abstention. Son entrée en vigueur impliquera le vote d'une délibération concordante de tous les conseils municipaux de la CCPR pour le 30 juin dernier délai.

### **3/ Dotation de solidarité communautaire.**

- Francis Charvet rappelle la spécificité de la CCPR qui a toujours attribué des crédits importants aux communes par l'intermédiaire de la DSC.

- Serge Rault expose que la DSC est régie par les dispositions de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts :

- Le principe de la dotation est fixé par le Conseil Communautaire statuant à la majorité des deux tiers.
- Le montant de la dotation est fixé librement par le Conseil de l'EPCI.
- Les critères de répartition de la dotation sont fixés par le Conseil Communautaire statuant à la majorité des deux tiers. La répartition est établie en tenant compte prioritairement de l'importance de la population et du potentiel fiscal ou financier par habitant, les autres critères étant fixés librement par le conseil.

La délibération du conseil communautaire du 26 juin 2013 a engagé une démarche visant à réduire progressivement le montant de l'enveloppe globale de la DSC et à modifier ses critères de répartition. Des simulations ont été faites avec l'objectif d'une réduction progressive du montant de la DSC qui pourrait passer de 7 622 000 € (montant 2012) à 3 850 000 € à l'échéance 2018. Le montant de la DSC a ainsi été ramené à 6 872 194 € en 2013 et à 6 122 178 € en 2014 ; il est proposé de le fixer à 5 368 144 € en 2015.

Le conseil communautaire a également retenu le principe de répartir à terme le montant de la DSC sur la base de 2 critères : le potentiel financier inversé et la population DGF. Le dispositif prévoit un passage progressif entre les montants de la DSC votés en 2012 et ceux qui résulteraient du nouveau mode de calcul envisagé. Les tableaux de 2012 ont fait ressortir que 5 communes auraient perçu en 2013 avec les anciens critères un montant de DSC supérieur à celui qu'elles auraient touché en appliquant les critères potentiel financier inversé et population (St Alban du Rhône, St Clair du Rhône, St Maurice l'Exil, St Romain de Surieu, Salaise sur Sanne). La délibération du 26 juin 2013 prévoit d'effectuer sur 3 ans un retrait sur la DSC de ces 5 communes afin de ramener en 2015 le montant de leur DSC à celui qui serait obtenu si on leur appliquait les critères potentiel financier inversé et population DGF. Le montant de la DSC des 17 autres communes serait bloqué au niveau de 2012 jusqu'en 2015. L'exercice 2015 est la troisième année d'application de ce dispositif qui donne les chiffres suivants :

<b>Commune</b>	<b>DSC 2013</b>	<b>DSC 2014</b>	<b>DSC 2015</b>
Agnin	145 404	145 404	145 404
Anjou	134 751	134 751	134 751
Assieu	144 058	144 058	144 058
Auberives sur Varèze	166 048	166 048	166 048
Bougé Chambalud	178 435	178 435	178 435
Chanas	263 796	263 796	263 796
La Chapelle de Surieu	113 547	113 547	113 547
Cheyssieu	133 963	133 963	133 963
Clonas sur Varèze	187 327	187 327	187 327
Le Péage de Roussillon	639 266	639 266	639 266
Les Roches de Condrieu	220 027	220 027	220 027
Roussillon	862 386	862 386	862 386
Sablons	205 216	205 216	205 216
St Alban du Rhône	144 877	129 695	114 513
St Clair du Rhône	636 841	525 625	414 410

St Maurice l'Exil	882 097	725 487	568 877
St Prim	132 798	132 798	132 798
St Romain de Surieu	82 740	78 720	70 680
Salaise sur Sanne	1 180 746	717 758	254 771
Sonnay	150 982	150 982	150 982
Vernioz	131 772	131 772	131 772
Ville sous Anjou	135 117	135 117	135 117
<b>TOTAL</b>	<b>6 872 194</b>	<b>6 122 178</b>	<b>5 368 144</b>

- Plusieurs interventions sont effectuées à l'issue de cette présentation :

\* Patrick Bédiaat note que l'attribution aux communes d'un montant élevé de crédits réduisant les moyens de la CCPR pour l'exercice des actions communautaires soulève une réflexion de fond : quelle sera l'évolution de la CCPR ? de ses compétences ? Dans une période de baisse des dotations financières, les budgets de la CCPR sont dans des phases de réduction alors qu'il faut pouvoir répondre à des demandes nouvelles et aux besoins de la population. Il ne faut pas avoir qu'une approche financière ; le débat doit être élargi en prenant en compte le schéma de développement du territoire.

- Gérard Perrotin rejoint cette analyse. Il faut avoir un raisonnement plus large, déterminer les objectifs que la CCPR souhaite atteindre, travailler sur les nouvelles compétences, le schéma de mutualisation.

- Francis Charvet répond que la CCPR doit poursuivre ses réflexions sur l'évolution de ses compétences notamment sur l'eau ou la petite enfance.

- Robert Duranton note que la mise en œuvre de la DSC a été très bien réalisée et qu'elle a permis aux communes d'anticiper sur les budgets futurs. Dans une période de plus en plus difficile, les communes auront besoin de cette aide communautaire ; il importe donc de veiller à ce que l'extension des compétences de la CCPR soit faite de manière raisonnable.

- A l'issue de ces interventions, le conseil communautaire unanime approuve le montant de la DSC 2015 ainsi que ses critères de répartition (tableau joint au compte-rendu).

#### **4/ Contrat ville de la CCPR.**

- Marie-Hélène Vincent introduit le débat en rappelant que les quartiers « Vieux Péage Les Ayencins » (1 180 habitants sur la commune du Péage de Roussillon) et « Route de Sablons » (1 040 habitants sur la commune du Péage de Roussillon et 430 habitants sur la commune de Roussillon) ont été classés dans la politique de la ville.

- Sandra Léon et Lise Cochet présentent le contrat cadre à la suite de la diffusion d'un document de présentation générale. La politique de la ville s'appuie sur une nouvelle géographie prioritaire basée sur un critère unique : le taux de pauvreté. Le contrat cadre, élaboré en associant l'ensemble des parties prenantes du territoire, constitue le socle d'engagement des partenaires dans la conduite du contrat de ville pour la période 2015-2020.

- Le travail d'élaboration du contrat a suivi plusieurs principes : inscription dans le cadrage national, mobilisation en continu des partenaires du territoire, participation des habitants au cœur du processus. Le diagnostic établi à partir de données INSEE ou d'enquêtes sur le terrain a fait ressortir les forces et faiblesses des 2 quartiers. Il a identifié 4 enjeux :

- Un cadre de vie au service du vivre ensemble, des mobilités et de l'attractivité du territoire.
- Un développement social local qui favorise le soutien aux habitants les plus fragiles, l'accessibilité aux services et les dynamiques citoyennes et populaires.
- Une jeunesse accompagnée dans ses capacités à construire son autonomie et qui trouve / prend sa place sur le territoire.
- Une insertion professionnelle pour tous, notamment les plus vulnérables.

- Ces enjeux s'inscrivent dans l'architecture de 3 piliers (cohésion sociale, cadre de vie et renouvellement urbain, développement de l'activité économique et de l'emploi) au sein desquels ont été identifiés des objectifs stratégiques déclinés en objectifs opérationnels.

Le pilotage d'ensemble du contrat de ville est assuré conjointement par la communauté de communes et l'Etat. Le comité de pilotage est principalement composé des représentants des signataires du contrat de ville ; il est assisté d'un comité technique. Les habitants sont associés dans le cadre de conseils citoyens. Le contrat de ville définit également les engagements des partenaires signataires qui

sont détaillés dans le document de présentation joint à ce compte-rendu. Des appels à projets sont établis annuellement, sur la base d'un calendrier pré établi.

- Plusieurs interventions sont faites au cours ou à l'issue de cette présentation :

\* Sur question de Dominique Giraud, Sandra Léon précise que les critères d'évaluation du contrat de ville seront définis courant 2015.

\* André Mondange relève que le conseil communautaire aura à valider le financement des actions du contrat ville par la CCPR. Francis Charvet précise que la CCPR prend actuellement à sa charge le poste de coordination.

\* Patrick Bédiaat constate que la vraie réflexion portera sur les moyens supplémentaires qui pourront être dégagés ; l'optimisation des moyens actuels ne pourra pas suffire. On enregistre un désengagement de la CAF qui ramène son intervention au niveau qu'elle assume dans d'autres départements. On peut avoir également des craintes sur le maintien du dispositif de réussite éducative.

\* Sandra Léon aborde l'aspect financier du contrat ville. L'Etat apporte une dotation de 94 000 € sur 2015 (dont 62 000 € pour les appels à projet et 26 000 € pour le dispositif réussite éducative). Une aide de 20 000 € a déjà été perçue pour le poste de coordination. Les dotations du département et de la région ne sont pas encore connues. Elle note l'aspect levier de ces financements qui permettront de débloquent d'autres aides.

Francis Charvet constate qu'on y verra plus clair lorsque les actions auront été arrêtées ; la politique de la ville apporte le coup de pouce nécessaire pour lancer certaines opérations.

\* Robert Duranton partage les craintes de Patrick Bédiaat ; on évoque une politique idéalisée sans moyens de financement. La CAF n'a pas de crédit spécifique et les communes ne pourront pas compléter le financement. La CCPR pourra peut-être obtenir des crédits pour des aménagements routiers (giratoire).

\* Francis Charvet relève qu'il faudra être force de proposition.

\* Patrick Bédiaat note qu'il est intéressant de travailler sur ce type de dossiers. Le pays roussillonnais possède des quartiers dégradés dans lesquels vivent des habitants en situation de précarité et des zones plus favorisées. Il n'est pas acceptable de concentrer les situations de précarité dans certains quartiers. Il faut créer une mixité sociale sur l'ensemble du territoire.

\* Claude Lhermet est étonné par le pessimisme des débats sur le contrat ville. On a laissé des quartiers à l'abandon ; plus que l'argent, ce sera la volonté qui permettra d'améliorer la situation.

\* Robert Duranton estime qu'il n'y a pas de pessimisme. Des actions ont déjà été engagées dans les quartiers. Il regrette cependant que le SCOT préconise de densifier des zones qui ont déjà peu de mixité.

- A l'issue de ce débat, le conseil communautaire unanime adopte le contrat cadre du contrat ville de la CCPR.

## **5/ Logement social : aides financières de la CCPR.**

- Hasan Sener expose que l'article 4 du PLH « aider la production de locatifs publics réellement abordables réalisés en PLUS et PLAI » prévoit les modalités d'attribution des participations financières de la CCPR : 3 000 € par logement PLUS et 4 000 € par logement PLAI. Ces aides sont fixées sous forme de plafond.

- Le Bureau a engagé une réflexion sur ces aides financières à partir du projet déposé par Habitat Dauphinois quartier des Sables à Salaise. Le programme prévoit la construction de 39 logements individuels PLAI (25 T1, 9 T1 bis, 5 T2) à destination de l'UMIJ. La prise en compte des chiffres du PLH donnerait une subvention globale de 156 000 €. Il rappelle que l'atteinte du seuil de 20 % implique une forte production de logements sociaux et conduit la CCPR à mener une politique d'accompagnement soutenue pour plusieurs années.

- Au vu de la multiplication des programmes et des contraintes budgétaires, le Bureau a décidé d'engager une nouvelle réflexion sur la grille des aides financières de la CCPR prenant en compte divers éléments : enveloppe globale ; type de logement ... Il propose par ailleurs au conseil communautaire, au vu de l'importance et de la typologie des appartements du programme d'Habitat Dauphinois, d'attribuer une aide financière de 3 000 € / logement soit une aide globale de 117 000 € pour les 39 logements.

- Patrick Bédiaat estime qu'il y a un problème de forme puisqu'il est proposé le vote d'une aide inférieure aux montants indiqués dans le PLH. Il préférerait que les 2 questions (grille de subvention et montant individuel) soient traitées de manière séparée. Il regrette également qu'après le débat sur la politique de la ville, on diminue des aides qui permettent de réduire le montant des loyers.

- Hasan Sener précise qu'on est dans le cadre particulier de l'UMIJ dont l'activité est subventionnée par la CCPR ; le financement de la structure de l'UMIJ doit normalement être couvert pour partie par le différentiel de loyer.

- Nicole Bernard rejoint l'avis de Patrick Bédiaat et s'interroge sur la possibilité de déroger au PLH ; il faudra revoir en commission et en bureau les critères d'attribution des aides de la CCPR.

- Hasan Sener rappelle qu'il ne s'agit pas de dérogation au PLH puisque le PLH ne fixe que des montants plafonds.

Francis Charvet note le caractère spécifique de ce programme entièrement constitué de petits logements alors que les besoins de logement portent également sur les T3 ou T4. La réalisation de programmes faisant appel à de nombreux PLAI peut par ailleurs renforcer les difficultés de mixité sociale. La proposition de 3 000 € par logement a fait l'objet de discussions avec Habitat Dauphinois et ne remet pas en cause le programme. Il importera de travailler sur de nouveaux critères pour l'attribution des aides de la CCPR.

- A l'issue de ces débats, le conseil communautaire, à l'unanimité de ses membres moins 3 abstentions, approuve l'attribution d'une aide de 3 000 € par logement à Habitat Dauphinois pour le programme de 39 logements quartiers des Sables à Salaise sur Sanne ce qui fixe l'aide communautaire à 117 000 €.

#### **6/ TRIDAN : avenant n°5 à la convention constitutive.**

Francis Charvet expose que le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur l'avenant n°5 à la convention constitutive ayant pour objet le lancement d'une étude sur la stratégie de développement économique industriel du territoire Rhône-Médian.

- TRIDAN regroupe la communauté d'agglomération du bassin d'Annonay, les communautés de communes du territoire de Beaurepaire, Vivarhône, Porte DromArdèche, Pays Roussillonnais. Le portage de l'opération est assuré par la CA du Bassin d'Annonay. La mission étant proposée dans le cadre du GPRA Rhône Médian, elle est élargie aux communautés de communes de la Région de Condrieu et du Pilat Rhodanien.

- L'étude s'appuiera sur la complémentarité des zones d'activités les plus significatives et sur les principes d'écologie industrielle tels que la recherche de la complémentarité, la mutualisation, l'optimisation de l'usage des ressources.

L'étude se compose de 4 phases (3 fermes et 1 optionnelle) :

- Analyse de l'offre d'accueil - zoom sur les zones d'activités « ciblées ».
- Définition d'une stratégie de développement économique industriel.
- Développement d'un plan de communication - marketing territorial.
- Proposition d'une organisation / gouvernance de cette coopération.

- Le budget plafond de l'étude pour les trois premières phases est de 80 000 € avec le financement suivant :

	<b>Clé de répartition</b>	<b>Budget maximum</b>
Région Rhône Alpes	50 %	40 000,00 €
Apport fond Transrhône	37,5 %	30 000,00 €
Ensemble des EPCI	12,5 %	10 000,00 €
- CC Porte de DrômArdèche	2,38 %	1 904,18 €
- CC du Territoire de Beaurepaire	1,35 %	1 077,97 €
- CC du Pays Roussillonnais	3,58 %	2 836,01 €
- CC de Vivarhône	0,82 %	655,99 €
- CA du Bassin d'Annonay	2,29 %	1 830,51 €
- CC du Pilat Rhodanien	1,07 %	859,46 €
- CC de la Région de Condrieu	1,01 %	808,88 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>80 000 €</b>



Le conseil communautaire unanime approuve cette étude ainsi que l'avenant n°5 à la convention constitutive de l'entente TRIDAN.

#### **7/ Décisions prises par délégation.**

Par délibération du 7 mai 2014, le conseil communautaire a donné diverses délégations au Président conformément aux articles L2122-23 et L5211-2 du code général des collectivités territoriales. Francis Charvet rend compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation :

- Attribution d'un marché réservé article 15 CMP pour l'entretien des espaces verts des sites techniques de la régie assainissement de la CCPR – GROUPEMENT AIR / ESAT DE BEAUREPAIRE / ESAT DU HAUT VIVARAIS pour un montant de 17 604.43 € HT / 21 125.32 € TTC par an.
- Avenant n°1 au bon de commande n°5 relatif au marché à bons de commande de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'eau potable et d'assainissement - ARTELIA – Intégration d'un nouveau point de mesure dans le programme de l'opération et actualisation du manuel d'auto surveillance de la commune d'Auberives sur Varèze pour un montant de 1 930 € HT / 2 316 € TTC. Incidence financière de 8,65 % sur le montant initial du bon de commande.
- Attribution du Marché de sécurisation de 2 passages à niveaux – Avenue Berthelot à Saint Clair du Rhône : Groupement de commandes entre la CCPR (Coordonnateur), la Commune de Saint Clair du Rhône et GIE Casper – EIFFAGE pour un montant de 66 523.05 € HT / 79 827.66 € TTC.
- Avenant n°24 au marché de création graphique pour les documents de communication – LIGNE OVALE – Prix supplémentaires au BPU pour des maquettes destinées à des documents de communication pour les réseaux sur TPR. Sans incidence financière.
- Attribution du marché de prestations topographiques, foncières et informatiques – ARPENTEURS, SELARL BOURGUIGNON CELLIER LACOUR VARILLON, pour un montant maximum annuel de 40 000 € HT / 48 000 € TTC.
- Avenant n°4 au marché d'exploitation des déchèteries de la CCPR, Lot 2 : Déchèterie de Saint Clair du Rhône – TRIGENIUM – Mise en place d'une benne dédiée à la collecte des déchets d'équipement d'ameublement – Avenant sans incidence financière - Le montant cumulé de l'impact financier des avenants précédents est de 0.18% par rapport au montant initial du marché.
- Patrick Bédiaat apprécie l'attribution d'un marché réservé pour les espaces verts à des ateliers protégés et souhaite une position identique pour l'entretien des locaux de la CCPR.

L'ordre du jour épuisé, Francis Charvet clôt la séance du conseil communautaire.

Le Président,  
**F. CHARVET**